

Représentation cartographique de l'indice de précipitations normalisé pour les 3 (gauche) et 12 (droite) derniers mois | Source : MGM

Note de lecture : À l'exception du quart nord-est et du littoral égéen, l'abondance des précipitations récentes ne suffit pas à compenser les déficits hydriques cumulés depuis 2022. En particulier, la situation reste critique dans les grands bassins céréaliers d'Anatolie centrale.

Conséquence directement observable, les données de la *Devlet Su İşleri* (DSİ, Direction des eaux) montrent une [hausse significative](#) des taux de remplissage des barrages (+6,3 pp. pour ceux stockant de l'eau potable), notamment dans les principaux bassins de l'ouest et du centre. **Après plusieurs années déficitaires, cette dynamique sécurise à court terme l'irrigation et l'approvisionnement urbain** : à titre d'exemple, le taux de remplissage des barrages alimentant la municipalité d'Izmir atteint 33,9 % au 23 mars, contre 10,3 % à la même date l'année passée.

Néanmoins, ce rebond conjoncturel ne modifie toutefois pas les fondamentaux : la Turquie reste en situation de stress hydrique ($< 1\,700\text{ m}^3$), avec environ $1\,300\text{ m}^3$ d'eau par habitant et par an – contre $\pm 3\,200\text{ m}^3$ en France, à titre de comparaison –, un niveau amené à se dégrader sous l'effet du changement climatique et de la pression démographique. Les indicateurs à 12 mois (SPI, cf. *supra*) montrent en effet que de larges zones du centre et du sud du pays demeurent en situation de sécheresse relative, en dépit des récentes précipitations.

Dans ce contexte, la publication du [Plan national de l'eau 2026–2035](#) constitue un signal fort. Le gouvernement entend réduire les pertes en réseau, moderniser l'irrigation et mobiliser des financements massifs, tout en intégrant davantage les technologies numériques dans la gestion de la ressource.

Macroéconomie et finance

Turquie : L'OCDE et S&P Global dégradent leurs perspectives

Dans ses perspectives économiques intermédiaires de mars 2026, l'[OCDE](#) a dégradé les prévisions de croissance et d'inflation de la Turquie pour 2026 et 2027, sur fond du renchérissement des prix de l'énergie et de perturbations des chaînes d'approvisionnement, principalement alimentées par le conflit en cours au Moyen-Orient. Ainsi, par rapport au rapport de [décembre 2025](#), l'OCDE a modérément révisé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB turc pour 2026 (3,3 %, soit -0,1 pp.) et 2027 (3,8 % ; -0,2 pp.), mais significativement à la hausse ses prévisions d'inflation annuelle : +5,9 pp. pour 2026 (soit 26,7 %) et +5,2 pp. en 2027 (soit 16,9 %).

L'agence de notation S&P Global a [emboîté le pas](#) : soulignant la vulnérabilité de la Turquie face aux répercussions de la guerre en Iran, surtout du point de vue énergétique, l'agence table désormais sur une inflation annuelle moyenne de 28,9 % en 2026 – soit une révision à la hausse de +5,5 pp., par rapport à sa prévision antérieure de 23,4 %. Dans le même temps, S&P prévoit une croissance de 3,4 % en 2026.

Turquie : Les anticipations d'inflation poursuivent leur progression

Selon l'enquête de mars de la [Banque centrale](#), les anticipations d'inflation poursuivent leur progression chez l'ensemble des acteurs interrogés. L'inflation annuelle anticipée d'ici 12 mois est ainsi en hausse, par rapport à février, de +0,07 point chez les acteurs financiers (à 22,17 %), +0,9 point chez les entreprises non-financières dites « secteur réel » (32,9 %) et +1,1 point pour les ménages (49,9 %). En parallèle, en mars, le pourcentage des ménages anticipant que l'inflation baissera au cours des 12 prochains mois diminue significativement par rapport à février : -5,2 points, à 15,1 %.

Dans son [compte rendu](#) du comité de politique monétaire du 12 mars, la Banque centrale turque indiquait d'ailleurs, en creux, s'attendre à une altération des anticipations consécutivement au déclenchement de la crise régionale : « *La persistance du choc d'offre provoqué par les développements géopolitiques [nb. : la [guerre en Iran](#)] et son impact sur les anticipations d'inflation constituent des facteurs déterminants pour l'orientation de la politique monétaire* ».

Turquie : Chute généralisée des indices de confiance économique

Selon les données compilées par TÜİK, tous les indicateurs de confiance économique se sont repliés au cours du mois de mars : côté [offre](#), -2,3 points pour le secteur des ventes de détail (à 113,6) ; -0,6 point pour les services (à 113,2), -3,3 points pour la construction (à 80,6) et -16,9 points

pour les services financiers (à 159,1) selon l'[enquête](#) de la Banque centrale ; côté [demande](#), -0,7 point pour les consommateurs (à 85,0). Les inquiétudes diverses nées de la crise régionale expliquent en grande partie cette dynamique négative. Pour rappel, le niveau des indices est à interpréter par rapport à la valeur seuil de 100 (perspective pessimiste < 100 < perspective optimiste).

Turquie : L'amélioration du solde budgétaire s'est poursuivie en février

Selon le ministère du Trésor et des Finances, en février 2026, le [budget](#) de l'État central enregistre un excédent de 24,4 Mds TRY ($\pm 0,5$ Md EUR), marquant un redressement notable par rapport au déficit de 310,1 Mds TRY ($\pm 9,9$ Mds EUR, *au taux de change de l'époque*) observé en février 2025. Sur 12 mois glissants, le déficit budgétaire recule de 17,6 % à 1 540,0 Mds TRY (contre 1 870,0 en janvier) tandis que le solde primaire s'améliore de 80,1 % à 852,0 Mds TRY (vs. 473,0 en janvier).

Le solde primaire s'établit à 208,1 Mds TRY ($\pm 4,1$ Mds EUR), porté par des recettes totales de 1 353,6 Mds TRY ($\pm 26,4$ Mds EUR), en hausse de 87,1 % en glissement annuel (g.a.). Cette performance repose toutefois sur un facteur exceptionnel et donc temporaire : le rebond de l'impôt sur les sociétés (+3 349,8 % g.a. à 376,3 Mds TRY soit $\pm 7,3$ Mds EUR) consécutif au rétablissement du « 4^{ème} acompte prévisionnel », aboli en 2022 mais réinstauré en 2026. En excluant cette contribution temporaire, la hausse des revenus fiscaux est estimée à ± 30 % g.a., soit alignée avec la tendance récente. Parallèlement, les dépenses progressent de 28,6 % g.a. à 1 329,2 Mds TRY – soit un niveau toujours inférieur à l'inflation annuelle, à 31,5 %.

Turquie : La Banque centrale justifie la non-atteinte de sa cible d'inflation 2025

Conformément à ses obligations légales, la Banque centrale a [adressé](#) au ministre du Trésor et des Finances une lettre expliquant les raisons du dépassement de la cible d'inflation en 2025 (24,0 % ; inflation réalisée : 30,9 %). Selon le phrasé du courrier, des chocs d'offre imprévus ont exercé des pressions haussières, notamment sur les prix alimentaires lourdement affectés par la sécheresse et le gel, ceci par ailleurs renforcé par la volatilité des prix de l'énergie et de certains métaux. Également, des rigidités ont freiné la désinflation, à commencer par la forte inertie des prix dans les services (notamment pour les loyers et l'éducation) et l'ajustement des prix administrés (tabac, gaz, eau). En parallèle, les anticipations d'inflation bien qu'en repli au cours de l'année 2025, sont restées élevées, limitant l'efficacité du resserrement monétaire.

A l'inverse, la Banque centrale souligne que la stabilité relative du taux de change en 2025 a réduit la transmission des prix des produits importés aux prix intérieurs, aidé en cela par une demande intérieure modérée, une politique monétaire restrictive et par une discipline budgétaire continue (déficit budgétaire à 2,9 % du PIB), ce qui a concouru à la désinflation.

Azerbaïdjan : PIB et inflation en hausse, commerce extérieur en baisse début 2026

Selon le Comité d'Etat des statistiques, le [PIB nominal](#) de l'Azerbaïdjan a augmenté de 0,3 % g.a. sur la période de janvier-février 2026, atteignant 18,5 Mds AZN (10,9 Mds USD). Cette évolution reflète une baisse de 1,7 % de l'activité pétro-gazière, partiellement compensée par une progression de 1,4 % du secteur non pétro-gazier. Parallèlement, [l'inflation](#) s'est établie à 5,7 % sur la même période, tirée notamment par les hausses de 7,0 % des prix alimentaires et de 5,7 % des services. Dans le même temps, les prix des produits non alimentaires ont progressé de 3,6 %.

Selon le Comité national des Douanes, le [commerce extérieur](#) de l'Azerbaïdjan a atteint 6,3 Mds USD sur la période de janvier-février 2026, en baisse de 29,7 % [en glissement annuel](#). Dans le détail, les exportations ont représenté 3,7 Mds USD (-23,0 %) contre 2,6 Mds USD (-45,5 %) pour les importations, générant (toujours) un excédent commercial de 1,1 Md USD, contre 628 MUSD un an auparavant. En termes de clients, l'Italie a absorbé 47,3 % des flux d'exportations (achat de pétrole et de gaz principalement). La Chine a maintenu sa 1^{ère} place parmi les fournisseurs (29,2 % de part de marché), devant la Russie (13,2 %) et la Turquie (13,2 %).

Géorgie : La Banque centrale maintient son taux directeur

Le Comité de politique monétaire de la [Banque centrale de Géorgie](#) (NBG) a décidé de maintenir son taux d'intérêt directeur à 8,0 %. Selon la NBG, les tensions géopolitiques et la perturbation des chaînes de valeur liée à la fermeture du détroit d'Ormuz entraînent des pressions inflationnistes, via la hausse des cours internationaux du pétrole qui s'est partiellement transmise à l'échelle de la Géorgie. Néanmoins, la prime de risque souverain demeure stable ce qui permet de limiter l'impact du choc externe. La NBG envisage ainsi de maintenir une politique monétaire restrictive, voire de la renforcer si le choc inflationniste lié aux tensions géopolitiques persiste et/ou s'il provoque des effets de second tour, c'est-à-dire la hausse des salaires et des coûts de production résultant en une inflation plus durable. Il convient de noter que l'inflation annuelle avait atteint 4,6 % g.a. en février 2026, un taux attendu par la NBG mais supérieur à sa cible de 3,0 %.

Géorgie : Emission obligataire record pour TBC Leasing

La société [TBC Leasing](#), active dans les services de location, a finalisé le placement d'une obligation de 45 MUSD à trois ans assortie d'un taux d'intérêt fixe de 7,25 %. Il s'agit de la plus importante émission obligataire publique en dollars américains (USD) jamais effectuée en Géorgie. L'opération a été revue à la hausse, de 30 MUSD à 45 MUSD, en raison d'une souscription plus élevée qu'anticipée. Elle a bénéficié du support de l'agence publique Enterprise Georgia dans le cadre de son programme de soutien au marché des capitaux, tandis que TBC Capital a joué le rôle de chef de file de l'opération.

Marchés financiers turcs

Indicateurs	25/03/2026	var semaine	var mois	var fin 2024
BIST 100 (TRY)	12963,87	-1,15%	-6,13%	31,08%
Taux directeur de la CBRT	37,00%	0,00 pdb	0,00 pdb	-1050,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 2 ans	37,97%	101,00 pdb	442,00 pdb	88,00 pdb
Taux des emprunts de l'Etat à 10 ans	31,37%	75,00 pdb	316,00 pdb	389,00 pdb
Pente 2-10 ans	-660,00 pdb	-26,00 pdb	-126,00 pdb	301,00 pdb
CDS à 5 ans	295,65 pdb	21,17 pdb	69,86 pdb	35,15 pdb
Taux de change USD/TRY	44,35	0,32%	1,11%	25,69%
Taux de change EUR/TRY	51,45	0,87%	-0,51%	39,79%

Taux Forward	26/03/2026	2 sem.	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	1 an
Taux USD/TRY FW 26/03/26	44,36	45,09	45,98	47,38	49,03	53,41	57,81	62,38
Var en % (Vs.26/03/26)	-	1,6%	3,6%	6,8%	10,5%	20,4%	30,3%	40,6%
Taux EUR/TRY FW 26/03/26	51,25	52,16	53,21	54,74	56,78	62,13	67,51	72,96
Var en % (Vs.26/03/26)	-	1,8%	3,8%	6,8%	10,8%	21,2%	31,7%	42,4%

Au cours de la semaine écoulée, les marchés financiers turcs sont restés sous tension, en lien avec les développements dans le Golfe.

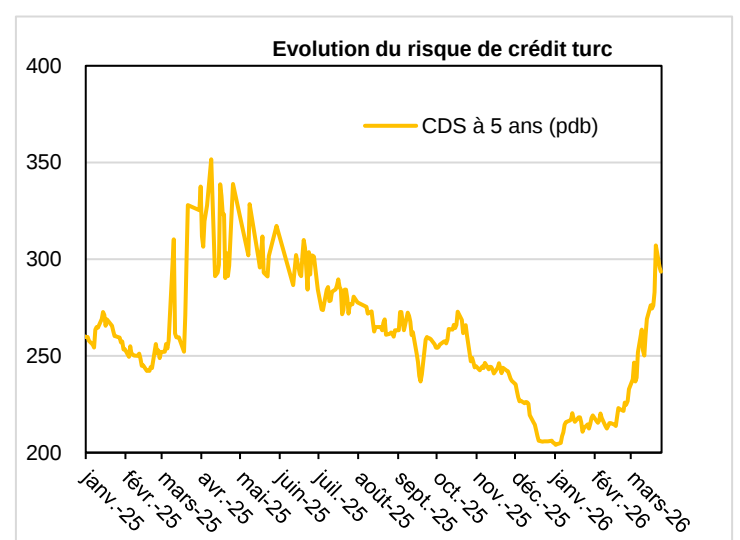
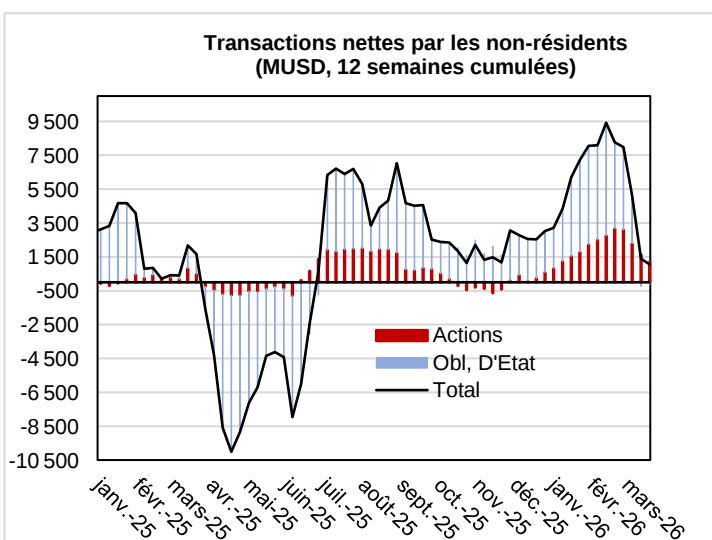
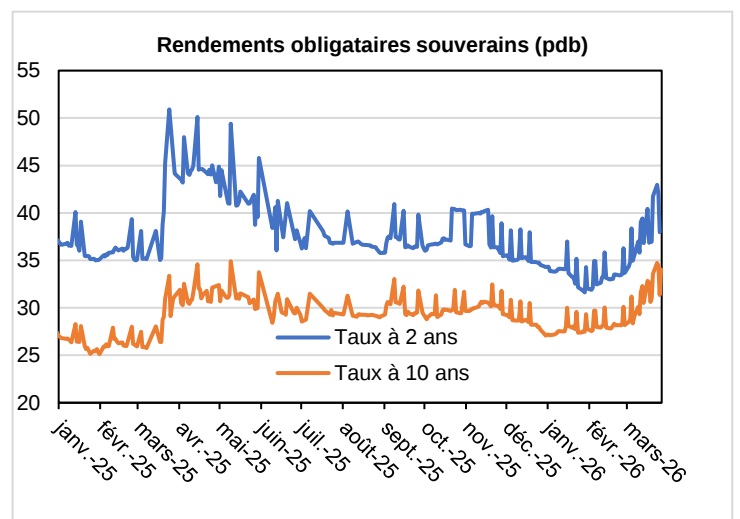
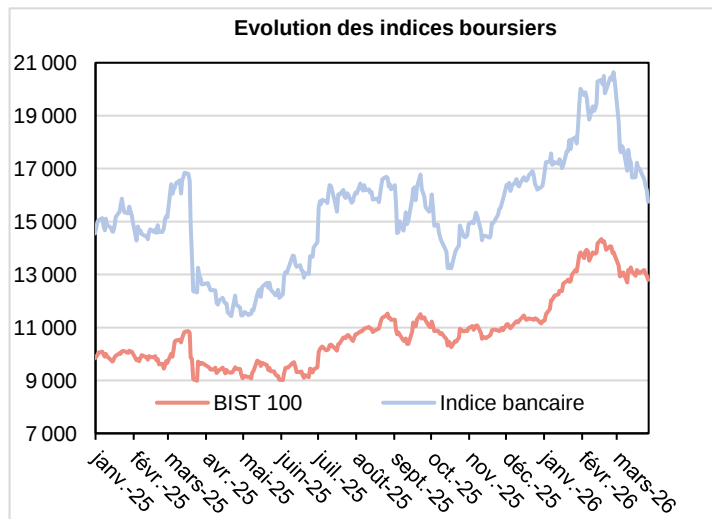
D'un côté, les sorties de capitaux étrangers ont été contenues la semaine précédente : les cessions nettes se sont élevées à 137 MUSD sur les actions et à 130 MUSD sur les obligations la semaine du 20/03 (contre 322 MUSD et 2,9 Mds USD la semaine du 13/03). Cela porte les cessions nettes depuis le début du conflit à respectivement -1,2 Md USD et -4,7 Mds USD pour les actions et les obligations souveraines. La part des non-résidents dans le total des détenteurs de dette publique serait ainsi passée de 11,6 % à 8,9 %.

Par ailleurs, la tension sur les marchés obligataires et du crédit s'est atténuée : les taux à 2 et 10 ans ont dépassé les seuils de 42,0 % et 35,0 % le 24/03, avant de refluer à 38,0 % et 31,4 % le 25/03, soit des hausses de 430 et 320 pdb depuis le début du conflit. Dans le même temps, le CDS à 5 ans a atteint 307 pdb le 20/03, avant de reculer à 294 pdb le 24/03 (+61 pdb depuis le 27/02).

Les pertes sur les marchés boursiers se sont confirmées : les indices BIST 100 et BIST bancaire reculaient respectivement de 6,7 % à 12 798 points et de 22,4 % à 15 751 points entre le 27/02 et aujourd'hui, malgré l'interdiction des ventes à découvert instaurée par la Bourse d'Istanbul.

La Banque centrale a poursuivi ses ventes de réserves au cours de la semaine du 20/03. Les réserves brutes et nettes s'établissaient respectivement à 177,2 et 57,2 Mds USD. Hors swaps, les réserves nettes chutaient toutefois à 42,2 Mds USD au 25/03, soit une baisse de 46,3 % depuis le 02/03. En particulier, la Banque centrale [aurait procédé](#) à une vente inédite de 8 Mds USD de réserves en or (soit près de 60 tonnes d'or), dont plus de la moitié via des swaps de devises, l'or constituant 70 % des réserves totales de la CBRT. Ces ventes de devises ont provoqué un déficit de liquidité sur le marché interbancaire : les banques ont ainsi dû se refinancer en TRY auprès de la Banque centrale, conduisant à un financement net (injections déduites des stérilisations) redevenu positif, à hauteur de 535 Mds TRY au 26/03.

Enfin, si les mesures préventives prises par les autorités ont permis de stabiliser la livre turque (la TRY est restée stable à 44,4 TRY/USD et 51,5 TRY/EUR), **les taux forward ont poursuivi leur hausse** pour atteindre respectivement 62,4 TRY/USD et 73,0 TRY/EUR pour les contrats à 1 an.



Agriculture et agroalimentaire

Turquie : Une stratégie hydrique ambitieuse face au stress croissant

Avec une disponibilité en eau de 1 305 m³ par habitant et par an, susceptible de diminuer de 18,7 % d'ici à 2030, la Turquie se situe en situation de stress hydrique, avec des déficits attendus dans 15 des 25 bassins. Le [Plan national de l'eau 2026-2035](#) décline 31 stratégies relevant de 8 axes en 141 objectifs concrets, avec un accent sur l'efficacité, la gouvernance et les investissements. Il prévoit une réduction des pertes dans les réseaux de 31,6 % en 2024 à 25 % en 2033, puis 10 % en 2040, une extension des systèmes d'irrigation fermés à 45 % des surfaces d'ici 2028 et un taux de réutilisation des eaux usées traitées porté à 15 % en 2030. Ces orientations traduisent un ajustement structurel à la raréfaction de la ressource, dont les effets dépendront du rythme de mise en œuvre.

Turquie : Vers une gestion unifiée des services d'irrigation

Annoncée par le ministre İ. Yumaklı, [la réforme](#) d'unification des systèmes d'irrigation vise à rationaliser un système jusqu'ici fragmenté entre de multiples acteurs locaux et prévoit la centralisation de la gestion de l'irrigation (budget, maintenance, distribution de l'eau). En l'absence d'indicateurs quantifiés, l'impact immédiat reste indéterminé, mais la mesure pourrait générer des gains d'efficacité via une meilleure coordination opérationnelle ; à court terme, elle s'inscrit dans une logique de maîtrise des coûts et d'optimisation de l'allocation de l'eau ; à moyen terme, son efficacité dépendra de sa capacité à réduire les pertes en réseau et à stabiliser les conditions de production agricole.

Turquie : Flambée des engrais et essor des fraudes sur les intrants

Le prix de l'urée a atteint 32 250 TRY/t au 26 mars 2026 (contre 24 000 à 26 000 TRY/t fin février, soit [+24,0 % à +34,0 % en moins d'un mois](#)), avec des pointes à 35 000 TRY/t pour certaines origines, tandis que le DAP s'établit entre 37 500 et 38 500 TRY/t et le sulfate d'ammonium entre 16 500 et 19 000 TRY/t ; dans ce contexte de renchérissement rapide lié à des chocs d'offre (blocage logistique au Moyen-Orient, [suspension temporaire des exportations russes](#), restrictions chinoises), [30 t d'engrais contrefaits](#), d'une valeur estimée à 5,0 MTRY, ont été saisis en mars 2026, illustrant une intensification des fraudes à l'approche des semailles.

Turquie : Obtention du statut d'observateur auprès de la Commission des thons de l'océan Indien

La Turquie a obtenu un [statut d'observateur](#) auprès de la Commission des thons de l'océan Indien (IOTC), organisation internationale en charge de la gestion durable des ressources halieutiques dans la région. Cette évolution permettra à Ankara de suivre de près les discussions relatives aux quotas, à la conservation des stocks et à la régulation des activités de pêche. Elle s'inscrit plus largement dans une stratégie visant à renforcer la présence de la Turquie dans les enceintes internationales liées à l'agriculture et à l'alimentation.

Turquie : Extension de l'étiquetage nutritionnel à la restauration collective

La [mise à jour du Code alimentaire turc](#) impose désormais aux établissements de restauration collective d'indiquer la composition et la valeur énergétique des plats, selon un calendrier défini. Cette évolution étend l'information nutritionnelle au-delà des produits préemballés et rapproche le cadre turc des normes européennes en la matière.

Turquie : Révision de la loi sur les parcs nationaux et autres zones protégées

La loi, publiée au [J.O. du 19.03.2026](#), réorganise la gestion des parcs nationaux et, plus largement, des zones protégées, en transférant certaines compétences à l'administration centrale, en élargissant les procédures de planification et en introduisant des mécanismes de réaffectation des recettes au fonctionnement des structures, avec possibilité d'augmentation des moyens jusqu'à 5x par décision présidentielle. [Cette réforme](#) renforce également les capacités de contrôle et les sanctions environnementales. Cette évolution vise à harmoniser la gestion territoriale et à faciliter les investissements, dans une logique de valorisation économique accrue des espaces naturels.

Turquie : Ouverture du marché sud-africain aux produits laitiers turcs

Après 8 ans de négociations, engagées en 2018, la Turquie a finalisé en mars 2026 un [certificat sanitaire vétérinaire avec l'Afrique du Sud](#), ouvrant l'accès de ses exportations de lait et produits laitiers à ce marché, sans volumes ni valeurs cibles publiés à ce stade ; cette absence de données chiffrées limite l'évaluation de l'impact immédiat, alors même que les procédures d'homologation pour les produits d'origine animale s'inscrivent généralement dans des temporalités longues ; en contraste avec cette incertitude à court terme, l'accord s'intègre dans une stratégie de diversification géographique des débouchés, réduisant la dépendance aux marchés traditionnels.

Azerbaïdjan : Chute vertigineuse de la production d'urée début 2026

Selon le Comité d'État des Statistiques, la [production d'urée](#) (engrais azoté) en Azerbaïdjan a baissé de 51 % en g.a. au cours des deux premiers mois de 2026, pour tomber à 42 900 t. Au 1^{er} mars, le stock de produits finis s'établissait à 15 700 t. Cette production est assurée par l'usine SOCAR Karbamid (Sumgayit), dont la capacité annuelle de production atteint à 660 000 t, utilisant 435 Mm³ de gaz naturel comme matière première. 70 % de cette production sont habituellement destinés à l'exportation.

Azerbaïdjan : Renforcement de la coopération agricole avec l'Italie

Lors d'une [rencontre entre le ministre azerbaïdjanais M. Məmmədov et son homologue italien F. Lollobrigida](#), les discussions ont porté sur le transfert de technologies, le développement des échanges d'entreprises et le renforcement des coopérations sectorielles (viticulture, élevage, produits laitiers). Des accords ont été signés avec Coldiretti et Filiera Italia. Aucune donnée chiffrée n'est communiquée, mais les deux pays visent une hausse des échanges agricoles bilatéraux après un niveau encore limité ces dernières années. Cette orientation confirme une stratégie de modernisation et d'exportation du secteur agricole azerbaïdjanais, conditionnée à la mise en œuvre effective des partenariats.

Énergie, environnement et transports

Turquie : Moscou accuse Kiev de tentative d'attaque du gazoduc TurkStream

Selon [un communiqué de la société russe Gazprom](#), dont l'actionnaire majoritaire est l'Etat russe, des drones kamikazes ukrainiens auraient ciblé les stations de pompage « Ruskaya », « Kazachiya » et « Beregovaya », situées sur la côte russe de la mer Noire, dans la nuit du 19 mars ; ces stations acheminent du gaz vers la Turquie. Le communiqué précise que 22 drones ukrainiens ont été largués sur la première station, 3 sur la deuxième et 1 sur la dernière. Il est indiqué que les drones ont été neutralisés sans causer de dégâts, la zone où se trouvent les stations de pompage étant protégée par des unités du ministère russe de la Défense.

Le gazoduc TurkStream, est un gazoduc d'une capacité annuelle de 31,5 Mds de mètres cubes de gaz transitant de Russie vers la Turquie et l'Europe. Le tronçon européen de TurkStream, d'une capacité de 15,75 Mds de mètres cubes par an, demeure la seule voie d'acheminement du gaz russe vers l'Europe depuis l'arrêt du transit de gaz russe par l'Ukraine début 2025, à la suite de l'expiration de son accord de transit quinquennal avec Moscou fin 2024. Les livraisons totales via TurkStream en 2025 ont dépassé la capacité nominale du gazoduc, atteignant 16,8 Mds de mètres cubes, [selon les données disponibles](#). Les livraisons ont également progressé de 8,0 % par rapport au volume

total livré à Strandzha 2 en 2024. La Hongrie et la Slovaquie, ainsi que la Serbie (non membre de l'UE), figurent parmi les principaux destinataires du gaz via TurkStream.

Turquie : Accord de coopération turco-canadien sur le nucléaire

Kinetrics, fournisseur mondial de solutions pour le cycle de vie des centrales nucléaires au Canada, et Nucleon, entreprise turque de technologie et d'ingénierie, [ont signé](#) ce lundi 23 mars 2026 un accord de coopération stratégique visant à rechercher les opportunités de mise en œuvre de projets de petits réacteurs modulaires (PRM) et de réacteurs modulaires avancés (RMA) en Turquie et sur d'autres marchés nucléaires émergents.

Kinetrics apportera son expertise en technologies, ingénierie et essais nucléaires, tandis que Nucleon bénéficiera de son savoir-faire local, de ses compétences en gestion de projet et de son accès aux infrastructures scientifiques et industrielles turques.

La Turquie a pour objectif d'atteindre une capacité installée de SMR de 5 GW d'ici 2050.

Turquie : Nouveaux investissements des armateurs dans le transport maritime

Les armateurs turcs poursuivent leurs investissements, avec de nouvelles commandes annoncées par Ciner et Yasa Group. Ciner Shipping a passé une commande de six vraquiers de type ultramax auprès d'un chantier naval chinois, tandis que Yasa Group développe sa présence dans le transport de conteneurs avec deux navires de 3 100 TEU dont la livraison est prévue en 2028. Ces opérations s'inscrivent dans une dynamique d'expansion plus large du secteur. Depuis le début de l'année 2026, environ 500 MUSD d'investissements ont déjà été annoncés, notamment dans les navires liés à l'énergie. La flotte détenue par des intérêts turcs a atteint 53 millions de tonnes de port en lourd en 2025, plaçant la Turquie parmi les dix premières flottes mondiales, avec une croissance attendue en 2026.

Azerbaïdjan : Production électrique en baisse mais forte hausse de l'éolien

Selon le Comité d'État des Statistiques, la production d'électricité en Azerbaïdjan [s'est élevée](#) à 4,2 Mds kWh sur les deux premiers mois de 2026, en baisse de 5,2 % en g.a. Le mix énergétique reste massivement dominé par les centrales thermiques (3,7 Mds kWh). Si les sources vertes demeurent minoritaires (504 M kWh), la filière éolienne a enregistré une hausse multipliée par 41,6 en glissement annuel, à 141,6 M kWh.

Géorgie : Hausse des droits d'accise pour les voitures particulières

Le Parlement a adopté en première lecture une [réforme du Code des impôts](#) portant modification des droits d'accise sur les voitures particulières. Le texte prévoit un taux de 1,5 GEL/cm³ (0,5 EUR) pour les véhicules de 0 à 6 ans et de 4,5 GEL/cm³ (1,5 EUR) pour les véhicules de plus de 6 ans à partir du 1^{er} avril 2026. Il vise à favoriser le renouvellement du parc automobile et réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'Association des importateurs de voiture alerte sur les potentielles conséquences de cette hausse des droits d'accise pour les vendeurs de voitures d'occasion, estimant que 60 à 70% d'entre eux pourraient perdre leur emploi.

Géorgie : Expansion provisoire du port de Poti

Le [Directeur du Port](#) de Poti, Zviad Chkartishvili, a annoncé la mise en œuvre de mesures temporaires visant à accroître la capacité du port de Poti. Celui-ci est détenu et opéré par la société APM Terminals, filiale du groupe néerlandais Maersk. Ainsi, des études de faisabilité relatives au dragage du chenal sont en cours et devraient s'achever au premier semestre 2026. APM Terminals et les autorités négocient depuis 2018 un projet d'expansion d'une valeur estimée à 300,0 MUSD, bien qu'aucune décision finale n'ait à ce jour été prise.

Industrie, services et innovation

Turquie : Forte hausse des exportations de défense au cours de l'année 2025

En 2025, les entreprises turques du secteur de la défense ont [réalisé](#) des exportations dépassant les 10 Mds USD, en hausse de 48,0 % par rapport à l'année précédente. Le montant des nouveaux

contrats signés en 2025 s'élève à près de 18 Mds USD, en hausse de 80 % par rapport à l'année précédente.

Turquie : Hausse marquée du marché pharmaceutique en janvier

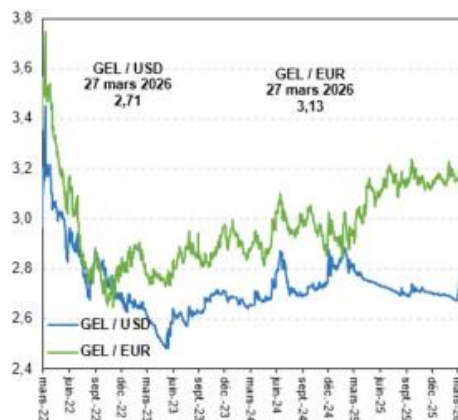
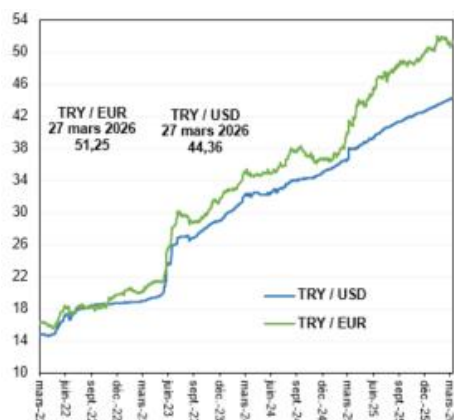
Selon l'Association des fabricants de produits pharmaceutiques de Turquie ([IEIS](#)), en janvier 2026, le marché pharmaceutique turc atteint 224 millions de boîtes (+9,6 % en g.a.) pour une valeur de 26,2 Mds TRY (+36,0 %), traduisant une progression plus marquée en valeur qu'en volume.

Turquie : Acquisition des parts majoritaires de Sanovel par un fonds UK

La société pharmaceutique turque Sanovel [a cédé](#) ses parts majoritaires au fonds d'investissement basé à Londres, Afendis Capital Management. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué. L'entreprise dispose d'une capacité de production annuelle d'environ 300 millions de boîtes et commercialise plusieurs médicaments largement diffusés sur le marché turc tels que l'anti-inflammatoire Majezik, le réducteur d'acidité Lansor, l'antidépresseur Selectra ou encore le traitement contre le cholestérol Ator. La première ouverture du capital avait déjà eu lieu en 2020, avec la cession de 30 % des parts pour un montant de 200 MUSD.

Tableaux statistiques et graphiques disponibles en dernière page

Tableaux statistiques et graphiques



	PRÉVISIONS DE CROISSANCE						PRÉVISIONS D'INFLATION (fin d'année)					
	TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE		TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE	
	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027	2026	2027
FMI	4,20 % fév-26	4,10 % fév-26	2,50 % oct-25	2,50 % oct-25	5,30 % oct-25	5,30 % oct-25	23,00 % fév-26	19,00 % fév-26	4,00 % oct-25	4,00 % oct-25	3,00 % oct-25	3,00 % oct-25
Banque mondiale	3,70 % janv.-26	4,40 % janv.-26	1,80 % janv.-26	1,70 % janv.-26	5,50 % janv.-26	5,00 % janv.-26	18,00 % oct.-25	15,00 % oct.-25	4,6 % oct.-25	4,6 % oct.-25	4,50 % oct.-25	4,50 % oct.-25
OCDÉ	3,30 % mars-26	3,80 % mars-26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	26,70 % mars-26	16,90 % mars-26	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Gouvernement	3,80 % sept-25	4,30 % sept-25	2,90 % oct-25	3,30 % oct-25	5,00 % sept-25	5,20 % sept-25	16,00 % sept-25	9,00 % sept-25	4,80 % oct-25	4,70 % oct-25	3,30 % sept-25	3,00 % sept-25
Banque centrale	n.d.	n.d.	2,4 % janv-26	2,9 % janv-26	4,90 % janv-26	5,10 % janv-26	16,00 % nov-25	9,00 % nov-25	5,5 % janv-26	4,0 % Janv-26	2,70 % janv-26	2,90 % janv-26

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale

Responsable de la publication : Jérôme Baconin

jerome.baconin@dgtrésor.gouv.fr, orhan.chiali@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SÉR d'Ankara

Abonnez-vous : paul.lapoutge@dgtrésor.gouv.fr